

J'ai pris connaissance du rapport. On y retrouve abondamment de recommandations sur l'industrie de l'agriculture, spécialement, sur les rôles du consommateur, de l'environnement, de l'État et des marchés. J'y ai vu peu de choses sur la place de **l'agriculteur** dans l'agriculture du Québec, exception faite de l'inquiétude à l'égard de la jeunesse (la relève). Pour citer M. Pronovost, «il est impossible de partir petit en agriculture». Est-ce là un enjeu pour une agriculture qui veut assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaires à la population du Québec? Que souhaitent véritablement les agriculteurs? Je crois qu'ils veulent vivre du métier qu'ils ont choisi. Ils ne veulent pas faire de l'agriculture à temps partiel. Ils veulent obtenir le juste prix pour leurs produits, et non s'enrichir dans une industrie lucrative et polluante comme certains semblent le prétendre. Partir petit? Ce n'est pas la voie pour garantir la pérennité des fermes du Québec. Partir moyen, en assurant un revenu minimum à la relève, je préfère de loin. Quel jeune (mis à part quelques marginaux) osera se lancer dans une affaire perdue d'avance tout en travaillant dans un second métier pour survivre? Ce que vous souhaitez pour nos jeunes, M. Pronovost, c'est du loisir. Je souhaiterais plutôt entendre parler de solutions intergénérationnelles, de fonds de pension, de dons, de programmes d'accès... N'y a-t-il pas là un profond déséquilibre entre deux générations?

Vous misez également sur un meilleur développement territorial pour nos régions et nos communautés rurales, fondé sur une complémentarité et une pluralité d'activités en zone agricole. Cette zone agricole serait déterminé par des élus municipaux via les plans d'aménagement des MRC. Croyez-vous réellement que ce réaménagement se fera au profit d'une agriculture multifonctionnelle? À voir le nombre de participants aux assemblées des MRC, je ne crois pas que cet exercice se fera démocratiquement... Malheureusement, et à ma grande déception, les citoyens participent peu à ces instances, même si celles-ci sont à leur portée. Et ce qui est encore plus troublant, c'est que des décisions s'y prennent sans trop que les citoyens s'en rendent compte.

J'ai parfois eu l'impression, en lisant ce rapport, d'entendre les voix d'une multitude de groupuscules porteurs de causes aussi différentes les unes des autres. Et ce n'est pas surprenant, lorsque l'on s'attarde minutieusement à l'ensemble des mémoires et des interventions. Derrière tout cela se cache un profond fossé entre l'agriculteur et le citoyen-consommateur. Conflits idéologiques, conflits d'attentes, conflits de valeurs, conflits d'appréhension, bref, l'agriculteur est en pleine crise identitaire et de reconnaissance. Mais je cherche toujours la voix, dans ce rapport, non pas de l'industrie de l'agriculture, mais de l'agriculteur. Même représenté sous une forte association, en l'occurrence l'UPA, l'agriculteur semble muet. J'irais même jusqu'à dire qu'il est perçu, aux yeux de la population et des leaders politiques, comme un simple instrument économique. Or, une question demeure. Sous quelle forme l'agriculture existera-t-elle lorsque les agriculteurs de métier auront disparus des paysages ruraux?

Annie Marchand